



Jury citoyen - Revenu de base en Gironde

15 février 2017

Le revenu de base :

un même vêtement d'égalité pour toutes et pour tous

Je suis un jeune des campagnes, je suis maman célibataire, je suis citoyen à part entière, je suis artiste plasticien à risque assumé, nous sommes un couple d'entrepreneurs sociaux, je suis une femme enceinte, je suis jeune, je suis un adulte, je suis en situation de handicap ... nous sommes toutes et tous de la société civile.

Nous sommes toutes et tous citoyens girondins sollicités pour participer à la démarche initiée par le Département de la Gironde sur le revenu de Base.

Notre groupe de citoyens s'est rencontré plusieurs fois. En parallèle nous avons participé par binômes à toutes les réunions de groupes thématiques qui réunissaient des personnes issues du monde des entreprises, de l'économie sociale et solidaire, des associations de solidarité, des services sociaux, des jeunes en service civique et des directions du Département. Nous avons été aussi alimentés par des scénarios macroéconomiques complexes, voire très complexes. Nous avons enfin été abreuvés de café, beaucoup de café !

Cela fait tout de même 17 séquences de travail sur deux mois et demi.

Une dernière rencontre nous a permis hier matin de croiser, confronter et mettre en miroir les contributions de ces 6 groupes, afin de rédiger dans l'après-midi et la soirée cet avis que nous vous présentons maintenant.

Grace à l'implication collective de près de 120 personnes et malgré un délai très contraint nous vous présentons aujourd'hui le fruit de nos travaux né de nos regards croisés et de notre intérêt collectif pour l'émergence d'une société plus solidaire et plus humaniste.

Avant de présenter les grandes lignes de « Notre revenu de base », nous avons précisé nos espoirs et nos craintes.

Eradiquer la pauvreté n'est pas un espoir, c'est un objectif.

Nos espoirs sont qu'il n'y ait plus d'étiquette d'assistés, de ne plus toujours devoir des comptes, de ne plus être jugés en permanence... Il ne doit plus s'agir uniquement de survivre mais bien de vivre et de s'épanouir et que chacun puisse être reconnu et autonome dans ses choix de vie. Que chacun soit libre de choisir sa vie sans que la société le juge. Cette capacité de choix entraînerait une société émancipatrice.

Nos espoirs sont de briser la norme du travail et de revaloriser l'activité qu'elle soit professionnelle ou non professionnelle sachant qu'on peut tous avoir une activité et que nous sommes tous des pièces de puzzle utiles à la société, les pièces d'un même puzzle.

Nos espoirs sont de pouvoir aborder le futur en sérénité y compris dans les aléas de notre vie et de celle de nos proches (maladie, divorce, décès...) et y compris le vieillissement dans la dignité.

Nos espoirs sont que le revenu universel contribue à une société apaisée avec moins de tensions, moins de précipitations liées à la quête de subsistance, moins de pression administrative... En établissant ce droit universel et automatique cela lève aussi une part de violence symbolique : moins de concurrence et moins de compétition entre les gens, moins de violence institutionnelle de justification des aides sociales, moins de violence collective au regard de la norme travail...

Nos espoirs sont de pouvoir concilier nos différents temps de vie, choisir notre destinée et être libre de choisir les répartitions de ces temps selon les différentes situations qui se présentent dans la vie de chacun.

Chacun pourrait être libre de redéfinir les usages de son temps, faire du bénévolat, nouer du lien social, du temps pour s'impliquer dans sa vie privée comme dans la vie publique, du temps pour innover et développer l'entrepreneuriat, du temps pour élever ses enfants décemment, du temps pour cultiver nos jardins...

Nos craintes sont moins nombreuses que nos espoirs et sont surtout liées à une dérive possible dans la mise en place et notamment l'augmentation incontrôlée du coût de la vie et de déplacement des populations (notamment urbain-rural, territoires riches – territoires pauvres) qui n'auraient pas été suffisamment anticipés.

Notre principale crainte c'est qu'on ne prenne pas collectivement conscience de l'extrême précarité d'un grand nombre de nos concitoyens et de l'augmentation des vulnérabilités. Comme la société est sous pression, il faut garantir à tous les besoins fondamentaux.

Sans un vaste débat de société ce beau projet ne fera que déplacer les inégalités.

Notre crainte est que le revenu universel soit une curiosité politique du moment et que, dénaturée, l'expérimentation soit une concession qui donne bonne conscience à la société.

Les grandes lignes de notre revenu de base :

Notre revenu de base s'inscrit dans un changement sociétal profond qu'il ne s'agit pas de lisser, de masquer ou d'esquiver. C'est une vraie réforme sociétale qui entrainera des changements en cascade qu'il s'agit de bien appréhender. Beaucoup de projets ont aujourd'hui échoué car ils n'ont pas été accompagnés des changements culturels et éducatifs nécessaires. Ne passons pas à côté de ces réformes.

Notre revenu de base n'est pas une prestation, c'est un droit. Il est universel, inconditionnel et automatique. Il se cumule avec les revenus du travail.

Notre revenu de base, équivaut au montant du seuil de pauvreté représentant 1000 € minimum (indexé annuellement sur le coût de la vie). Il pourrait être réparti en 800 € versés nationalement et 200 € en complément en monnaie locale à charge du Département, par exemple.

Notre revenu de base est versé à chaque personne, à partir de 18 ans, déclarant ses revenus sur le territoire concerné et y vivant depuis 2 ans. Attention toutefois à ne pas laisser de côté les personnes sans logement qui n'ont donc pas nécessairement de résidence fiscale et qui pourraient être oubliées.

Notre revenu de base inclut un montant de 300 € pour chaque enfant de moins de 18 ans (représentant 30% du montant du revenu de base que nous souhaitons).

Notre revenu de base maintient les aides existantes : prestation de compensation du handicap, aides au logement, à l'alimentation...

Nous avons bien du mal à nous positionner sur le financement de ce revenu de base, nous avons le sentiment que ce n'est pas un réel obstacle, car avec une vraie volonté politique nous devrions trouver de quoi financer l'abolition de la misère.

Pour financer notre revenu de base, nous avons envisagé de nombreuses modalités :

- Taxe sur le patrimoine,
- Impôt sur le revenu déclaré dès le 1^{er} euro, mais avec des tranches plus progressives et en conservant la tranche 0
- Taxe Tobin
- Taxe carbone
- Taxe sur l'évasion fiscale
- Taxe sur les logements vides
- ...

L'idée d'une vaste réforme fiscale, qui permettrait de fiscaliser le revenu de base au 1^{er} euro nous paraît être une vraie bonne idée, pour conserver l'idée de l'universalité, tout en faisant bénéficier en premier lieu les personnes qui en ont le plus besoin.

Notre revenu de base nécessite des pare-feux, notamment sur l'encadrement des prix des biens de consommation courante et le plafonnement des loyers.

Notre revenu de base ne touche pas non plus à d'importants acquis sociaux, notamment l'assurance maladie, le système des retraites ou encore le droit du travail et le maintien des politiques publiques fortes. Le Département doit conserver une obligation de solidarité. Le revenu de base fait courir un risque d'isolement des personnes et demande donc de maintenir un accompagnement social fort, voire de repenser cet accompagnement, de travailler différemment, en renforçant notamment la prévention.

Notre revenu de base favorise le choix de son activité, de sa vie. Nous pourrions choisir de travailler à temps partiels, il reviendrait alors aux entreprises de nous le proposer, sans nous l'imposer. Les entreprises y gagneraient des salariés plus épanouis et plus motivés.

Notre revenu de base pourrait aussi être une fusée à étage, nous pourrions très vite commencer par ouvrir un droit dès 18 ans, sans changer fondamentalement tout le système et expérimenter en même temps un vrai revenu de base, notre revenu de base.

Pour expérimenter notre revenu de base, nous souhaitons que ce soit le Département entier qui se mobilise. La Gironde est un petit pays, avec une métropole, des campagnes, des jeunes, des plus âgés, des couples, des célibataires, des enfants. Il y a des zones pauvres, des zones plus riches, des services, des industries, du tourisme, de l'agriculture ...

Si nous voulons voir, mesurer, comprendre les changements sociétaux et non pas uniquement les grandes masses financières, l'échelle du Département nous semble être la bonne. Si nous voulons susciter l'intérêt de la nation, que ce soit pris au sérieux et financé, nous tenons à ce que ce soit le Département qui l'expérimente, voire que d'autres Départements se saisissent de cette expérimentation. Ne sous-estimons pas l'enthousiasme que cela peut créer, c'est une suite logique au dynamisme que nous ressentons actuellement.

Monsieur le Président du Conseil départemental, Madame la Vice-présidente, nous avons travaillé sur un sujet très complexe, nous ne nous sentions pas légitimes au départ, nous ne nous connaissions pas, nous ne nous serions pas rencontrés si ce travail n'avait pas été lancé.

Nous avons pris le temps de discuter, de croiser nos idées avec des gens très différents et nous avons plaisir à partager cet avis, notre opinion, dans laquelle nous arrivons tous à nous reconnaître maintenant.

Nous vous remercions de nous avoir invités dans cette démarche innovante, d'avoir créé les conditions de cette rencontre, de ces échanges, de cette construction.

Nous avons bien conscience que tout commence. Humblement, nous savons bien que cet avis n'est qu'une brique parmi tant d'autres. Nous espérons que cette brique est la 1^{ère} d'un bel édifice. Nous souhaitons d'ailleurs pouvoir continuer à être associés à la construction de cette œuvre commune.

Vous êtes maintenant porteurs de notre avis et de nos espoirs, c'est une grande responsabilité car le revenu de base pourrait être un même vêtement d'égalité pour toutes et pour tous.